

RENÉ NOËL ET L'UNION DÉMOCRATIQUE ET PROGRESSISTE,
1971-1982
À la recherche d'un autre communisme dans un Borinage en crises

FABRICE MAERTEN *

LA VISION D'UN PARTI COMMUNISTE BELGE SORTI DE L'ANONYMAT À LA FAVEUR DE LA VICTOIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE SUR L'ALLEMAGNE NAZIE ET RETOMBÉ PRESQUE AUSSITÔT DANS UNE EXTRÊME MARGINALITÉ, EST AUJOURD'HUI LARGEMENT RÉPANDUE. SANS ÊTRE ERRONÉE, CETTE PERCEPTION DOIT CEPENDANT ÊTRE NUANCÉE : IL EST DES TEMPS ET DES LIEUX, DANS L'APRÈS-GUERRE, OÙ LE PCB NE FUT PAS LOIN DE RETROUVER UNE PLACE ENVIABLE SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE. CET ARTICLE SE PROPOSE D'ANALYSER, À L'APPUI NOTAMMENT D'UNE IMPORTANTE DOCUMENTATION INÉDITE, UNE DE CES TENTATIVES LES PLUS ORIGINALES ET LES PLUS PROCHES D'ABOUTIR. DANS LE MÊME TEMPS, IL S'ESSAYE À APPORTER UNE MODESTE CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION SUR LES SOCIÉTÉS DE VIEILLE INDUSTRIALISATION CONFRONTÉES À LEUR INÉLUCTABLE DÉCLIN.

Fort d'environ 250.000 habitants, le Borinage, qui couvre grosso modo l'arrondissement administratif de Mons, constitue a priori pendant la majeure partie du 20^e siècle un terrain de prédilection pour la propagation du communisme. En effet, sa population est, en tout cas jusqu'au début des années 60, largement ouvrière. En outre, elle est contrainte à un niveau de vie peu élevé et soumise à des crises économiques répétées qui finiront par démanteler le tissu industriel local et provoquer un important chômage endémique. Pourtant, jamais le Parti communiste ne parviendra à ébranler de manière significative un Parti socialiste tout-puissant dans la région au 20^e siècle¹.

L'objet de cet article n'est évidemment pas de retracer, même de manière synthétique, l'histoire de cette lutte inégale, mais de mettre en lumière ce qui constitue sans doute le dernier épisode marquant de cet affrontement. On ne peut cependant comprendre l'enjeu du débat, ni percevoir pourquoi l'Union démocratique et progressiste, cette tentative

1 En l'absence de synthèse scientifique sur la région pour la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, on consultera essentiellement MARINETTE BRUWIER, MARCEL BUSIAU & DANIEL DORSIMONT, *Mons-Borinage*, (Mémoire ouvrière 1885-1985. Histoire des Fédérations 8), Bruxelles, 1985; MARCEL COLLART, "La situation économique et sociale dans la région Mons-Borinage", in *Wallonie* 85, 1985, n° 5, p. 299-314; le dossier "Spécial Borinage. Héritages, reconversion, expériences, mouvements sociaux, culture(s), images", in *Cahiers marxistes*, n° 144, 6.1986, en particulier p. 3-16, 22-32 et 41-64; et surtout PAUL-MARIE BOULANGER, *Chronique d'une mort économique annoncée : l'évolution des activités et des structures industrielles du Borinage*, Bruxelles, Services scientifiques, techniques et culturels (SSTC), 1999 et PAUL-MARIE BOULANGER & ANDRÉ LAMBERT, *La dynamique d'un développement non-durable : le Borinage de 1750 à 1990*, Bruxelles, SSTC, 2001. Sur la Wallonie dans son ensemble, on lira avec intérêt FRANÇOIS CAMMARATA & PIERRE TILLY, *Histoire sociale et industrielle de la Wallonie (1945-1980)*, Bruxelles, 2001; CHANTAL KESTELOOT, "La Wallonie de la 'question royale' à nos jours (1950-2004)", in BRUNO DEMOULIN & JEAN-LOUIS KUPPER (dir.), *Histoire de la Wallonie. De la préhistoire au XXI^e siècle*, Toulouse, 2004, p. 311-343; et PHILIPPE BOVEROUX, PIERRE GILISSEN & FRANÇOIS-LOUIS THOREAU, *50 ans d'histoire économique de la Wallonie*, Liège, 2004, sans oublier, pour une vision plus large, RENÉ LEBOUTTE, *Vie et mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, Paris/Montréal, 1997.

spécifique de répandre le communisme dans le Borinage, y entama pendant quelques années le crédit des socialistes, sans brosser, dans ses grandes lignes, l'évolution économique, sociale et politique de la contrée depuis les années 60, ni sans dresser le portrait de l'homme à l'origine de l'UDP, René Noël. Enfin, nous parcourons les principales étapes du phénomène et tenterons de cerner les raisons de la réussite momentanée de l'entreprise mais aussi de son échec final. Dans ce cadre, nous mettrons l'accent sur les tensions provoquées par l'initiative au sein du PCB, tout en veillant à ne pas limiter le débat à la question de l'adaptation du communisme au monde contemporain ².

I. Le Borinage de la veille de la grande grève aux années 80 : d'une crise à l'autre

Vivant presque uniquement de l'extraction du charbon et souffrant, qui plus est, d'énormes handicaps vis-à-vis des bassins voisins – configuration géologique complexe, concessions minières de petite taille, outillage vétuste – le Borinage est, dans les années 50, incapable de faire face à l'europanisation croissante de l'économie. Après diverses tergiversations, le gouvernement est forcé, à partir de la fin de la décennie, d'ordonner la fermeture de la plupart des puits de la région.

Le recensement de 1961 rend compte de l'ampleur du désastre : en un peu moins de quinze ans, plus de 20.000 emplois ont été perdus dans le secteur houiller, sans compter environ 9.000 autres dans les industries connexes, soit au total plus de la moitié des postes du secondaire comptabilisés en 1947. La montée du secteur tertiaire ne compense que partiellement ce gouffre, puisque l'emploi total chute de 22 %. Cette déprime économique s'accompagne d'un marasme social : le Borinage est alors la région du pays où le revenu annuel par habitant a le plus diminué depuis la guerre et se révèle le plus faible.

À partir de l'automne 1958, la population boraine, alertée par les mesures programmées, s'organise en vue de s'opposer à la mort économique annoncée. Mais ni la création d'un Comité de Défense du Borinage, ni surtout la grande grève qui paralyse la région du 13 au 26 février 1959 ne parviennent à changer le cours des choses. Si la participation décidée du Borinage à la grève nationale de l'hiver 1960-1961 témoigne de la rancœur qui

2 Cette problématique a d'ailleurs déjà été traitée de brillante façon par Nicolas Naif [NICOLAS NAIF, *Le Parti communiste de Belgique et l'eurocommunisme. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, Bruxelles, mém. lic. en histoire ULB, 2002 (travail publié en 2004 à Bruxelles sous le titre *L'eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme, 1954-1982*)]. Cette étude méthodique et rigoureuse nous a par ailleurs dispensé de consulter les procès-verbaux des instances nationales du PCB, et ce d'autant que les fonds relatifs à René Noël et à l'UDP conservés tant chez son fils Guy qu'au Centre des Archives communistes en Belgique regorgent de prises de position de la direction du Parti et des fédérations de Liège et du Borinage sur la question de la politique suivie ou à suivre par le PCB.

habite la région, elle souligne aussi qu'une page est définitivement tournée puisque pour la première fois dans l'histoire régionale, ce ne sont pas les mineurs qui mènent un mouvement de grande ampleur, mais les agents des services publics, catégorie il est vrai la plus touchée par les dispositions prises alors par le gouvernement. Il n'empêche, l'événement consacre à juste titre la fin de la prédominance de la classe ouvrière dans une région où le secteur tertiaire fait pratiquement jeu égal avec le secondaire dès le début des années 60 avant de peu à peu le supplanter.

L'activité industrielle ne cesse pourtant pas avec la lente agonie des mines (le dernier puits fermera en 1975). La période 1961-1973 est même marquée par le développement de nouvelles entreprises qui, il est vrai, ne font que compenser les pertes liées à la disparition des derniers charbonnages et à l'érosion d'autres secteurs traditionnels comme le textile ou la chaussure. L'arrivée de ces nouveaux pourvoyeurs d'emplois est facilitée par les pouvoirs publics qui procèdent à d'importants travaux d'aménagement de zones industrielles, d'assainissement de terrains et d'amélioration des infrastructures de communication. En outre, les investisseurs bénéficient d'avantages financiers et fiscaux.

Mais la relance est précaire. Au fur et à mesure de la décennie, l'État belge privilégie une Flandre en plein essor au détriment d'une Wallonie délaissée depuis la crise des années



• Site minier du Borinage pendant la grève générale de 1936.
(Photo CEGES)

30 par les grands groupes financiers du pays. La majeure partie des investissements réalisés à l'époque dans le Borinage sont donc le fait de sociétés étrangères, qui font surtout appel à une main-d'œuvre féminine bon marché, élément facile à trouver dans une région dont le revenu par habitant demeure, en 1970, le plus faible du pays. Enfin, le niveau relativement modéré du chômage (de 5 à 8 %) masque le départ vers d'autres contrées plus prospères d'une fraction jeune et dynamique de la population.

Il n'est donc pas étonnant que la crise consécutive au choc pétrolier de 1973 frappe de plein fouet une région demeurée fondamentalement fragile. Alors qu'au début de cette nouvelle phase de déclin, soit en 1974, le nombre d'emplois industriels est encore de 25.858, soit plus ou moins le même qu'en 1961, il n'est plus que de 17.383 en 1982 et de 10.914 en 1995. Si le Borinage houiller disparaît vers 1960, le Borinage industriel s'éteint à la croisée des années 70 et 80.

Ne pouvant lutter efficacement contre le désengagement de sociétés qui trouvent ailleurs de meilleures opportunités de profit, les autorités compensent, dès les années 60, les pertes d'emploi dans le secteur secondaire par le développement des services publics. Le mouvement se poursuit la décennie suivante, comme l'atteste l'augmentation importante des postes dans le tertiaire entre 1973 et 1984 (de 36.678 à 41.607). À cette dernière date, ce secteur domine largement un tissu industriel qui n'occupe plus que 28 % des personnes en activité. Mais les finances de l'État ne sont pas inépuisables, et celui-ci doit, dès le début des années 80, mettre un frein à sa politique d'engagement. C'est d'ailleurs cette marche arrière qui est à l'origine de la plupart des conflits sociaux dans le Borinage entre 1982 et 1984. Désormais incapable de faire face à l'hémorragie de l'emploi régional, le pouvoir ne peut que constater l'extension du chômage qui passe de 8,1 % en 1973 à 17,7 % en 1977, avant de connaître au début des années 80 une nouvelle poussée de fièvre qui le fait grimper à 25 % en 1982 et au-delà des 30 % en 1985.

Malgré cette descente aux enfers économique et sociale, la population boraine reste, tout au long de la période étudiée, largement fidèle au Parti socialiste belge. La fermeture des charbonnages et le profond malaise qui s'ensuit se marquent cependant dès 1961 par un net recul du parti – il perd plus de 10 % des voix pour se fixer à 47,8 % –, repli encore accentué lors des élections de 1965 (42,3 %) et que celles de 1968 ne corrigent pas (42,2 %). Ce tassement bénéficie notamment aux communistes qui repassent la barre des 10 % en 1961 pour grimper à 16,9 % en 1965 avant de reperdre du terrain en 1968 (13,1 %). Mais la force ascendante dans le Borinage en ces années 60 est surtout le Parti de la Liberté et du Progrès (PLP), nouvelle appellation du Parti libéral, qui profite de ses élans modernistes et de sa déconfessionnalisation pour attirer à lui une partie des mécontents et des sociaux-chrétiens de droite, et grimper de 7,8 % en 1961 à 22 % en 1968, ce qui fait alors de lui le principal concurrent du PSB.

À partir du début des années 70 cependant, ce dernier parvient à stopper l'hémorragie et même à se redresser quelque peu pour rassembler de 1971 à 1985 entre 44 et 50 %

des suffrages. Semble-t-il régulièrement sanctionné de quelques points lorsqu'il participe au gouvernement, il les récupère quand il passe dans l'opposition. Par contre, la grande crise qui frappe la région à partir de 1974 ne paraît pas vraiment affecter ses résultats, comme si son électorat traditionnel ne percevait pas d'alternative crédible. Le Rassemblement wallon, apparu en 1968, dépasse bien les 10 % au début des années 70, mais périclité par la suite. Les libéraux et les catholiques, quant à eux, demeurent en dessous des 20 %, alors que le Parti communiste stagne aux alentours des 13 % jusqu'en 1978 avant de connaître un inéluctable déclin. Enfin, les écologistes ne commencent leur lente ascension politique que vers la fin de la période analysée.

**Résultats des élections législatives (Chambre des Représentants)
dans l'arrondissement de Mons entre 1961 et 1985 (en %) ³**

Partis	1961	1965	1968	1971	1974	1977	1978	1981	1985
PS(B)	47,76	42,37	42,21	45,16	44,74	49,23	46,69	44,41	48,90
PSC	20,39	15,37	16,33	15,31	14,11	16,82	19,88	14,72	16,30
PL(P) ou PRL(W)	7,84	19,29	22,00	14,28	12,64	16,37	14,35	18,17	17,59
PCB ou UDP	12,46	16,89	12,80	13,63	13,05	9,33	12,52	9,08	4,64
RW			6,35	11,62	13,18	6,35	4,40	3,21	
Ecolo						1,50		5,40	6,95
Autres	11,35 ⁴	6,08 ⁵	0,31		2,28	0,40	0,56	5,01	5,62

Ressort donc à l'évidence la remarquable faculté d'adaptation d'un Parti socialiste qui s'appuyant sur un réseau très dense d'institutions, parvient à garder la confiance d'environ la moitié des électeurs d'une contrée pourtant marquée par un déclin économique prononcé qui se traduit par une disparition presque complète de sa classe ouvrière, un taux élevé d'inactivité et un niveau de vie particulièrement faible. Mais sans doute, le PS(B) reste-t-il alors, notamment par sa politique d'embauche dans les

³ Tableau établi sur base des résultats officiels de ces élections publiés après chacune d'entre elles par le Ministère de l'Intérieur.

⁴ Parti socialiste indépendant (PSI) d'Albert L'Allemand. Sur cet homme politique et son mouvement, cf. FRANCIS BALACE, "Le tournant des années soixante. De la droite réactionnaire à l'extrême droite révolutionnaire", in *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, 1994, p. 107-211, spécialement p. 136, 153-166.

⁵ Dont 3,15 % pour le PSI.

services publics et son combat pour un minimum de protection sociale, le seul rempart jugé valable contre la véritable misère pour une grande partie de la population, qui se sent démunie face à la faillite globale de la région.

Le drame du Borinage est, en fin de compte, d'être demeuré englué pendant de trop longues années dans une mono-industrialisation qui n'a pas permis, faute de formation suffisante, le développement d'une classe moyenne ou d'une aristocratie ouvrière susceptible d'innover dans les industries autres que minières, activité qui, en saccageant et en enlaidissant l'environnement, a fait fuir les travailleurs les plus qualifiés et découragé l'établissement de nouvelles entreprises.

Mêlé à la plupart des batailles sociales menées dans la région entre 1930 et 1980, René Noël avait, comme borain instruit issu par sa mère d'une famille de mineurs, probablement conscience de ces terribles carences. Son engagement public est le reflet de sa volonté de sortir 'son' Borinage de ce qui, pour lui, n'était pas une fatalité.

II. René Noël : un baroudeur-né ? ⁶

Né à Hornu le 25 mars 1907 d'un père ouvrier carreleur et d'une mère ménagère, René Noël hérite de son milieu familial une vive intelligence, un caractère entier, voire autoritaire, ainsi, sans doute, que du souci de défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Régent en mathématiques en 1927, il s'affilie en septembre 1928 à la Centrale du Personnel enseignant socialiste du Borinage, dont il devient président à l'automne 1935. Sous sa direction, la centrale déploie une activité revendicatrice considérable, qui en fait une des plus remuantes du pays. En outre, il est dès lors en contact étroit avec les instances dirigeantes du syndicat – il est membre du comité exécutif national – ainsi qu'avec les leaders de la fédération boraine du POB.

En 1940, désorienté par la défaite et le silence des principaux responsables socialistes, il hésite pendant plusieurs mois sur la conduite à suivre. Peu à peu convaincu de l'impossibilité de poursuivre une activité syndicale, il est gagné à partir du printemps 1941 à la nécessité de la lutte clandestine par le militant communiste Richard Soupard, qu'il côtoie lors de réunions informelles de cadres syndicaux borains. La combativité de Soupard jointe à la relative frilosité des dirigeants socialistes l'amènent à s'intéresser de plus près aux thèses communistes et à soutenir l'avocat communiste liégeois Jean Terfve, dès son arrivée dans la région en septembre 1941, dans son projet d'y lancer le Front de l'Indépendance (FI). Recrue idéale de par sa position dans le tissu social pour l'organisation crypto-communiste qui a pour but d'unir tous les résistants en vue d'une

⁶ Cette évocation biographique est inspirée de la notice relative à René Noël qui paraîtra d'ici peu dans le t. 8 de la *Nouvelle Biographie nationale*. Nous renvoyons aussi à cet article pour les sources utilisées.

action commune contre l'occupant, René Noël est très vite désigné comme responsable régional du FI. Il contribue pour beaucoup à l'essor rapide du mouvement, qui en quelques mois gagne la plupart des communes du Borinage. Ses talents d'organisateur le conduisent par la suite à superviser le développement du FI dans d'autres régions de Belgique francophone. Il est notamment un des principaux artisans de la réussite du *Faux Soir*, ce clandestin aux apparences du quotidien bruxellois sous contrôle allemand, diffusé le 9 novembre 1943 au nez et à la barbe de l'occupant.

À la libération, après un rapide détour par la direction des syndicats communistes, il occupe d'avril 1945 à juin 1947 d'importantes fonctions dans des ministères gérés par ses nouveaux amis politiques. Empêché de poursuivre sa carrière de haut fonctionnaire suite à l'éviction du PCB des sphères supérieures de l'État, René Noël entame vers la même époque son parcours d'homme politique régional. Revenu s'installer à Mons au début de l'année 1945, il siège à partir de février 1946 au conseil provincial du Hainaut. En novembre de la même année, il participe aux élections communales et devient, le 1^{er} janvier 1947, échevin des Finances et des Fêtes de la ville de Mons dans une tripartite unissant socialistes, communistes et libéraux. De part et d'autre, il se fait très vite remarquer par son excellente connaissance des dossiers et son talent oratoire, qui en font un partenaire respecté et un adversaire redoutable.

Membre actif de la fédération boraine du PCB, il prend la parole dans de nombreux meetings et publie régulièrement des articles de fond dans la presse régionale communiste. À l'époque, sa rhétorique suit fidèlement la ligne du Parti. De plus en plus accaparé par ses activités politiques, Noël délaisse son métier d'enseignant. Il garde par contre la direction de l'École industrielle et commerciale du soir de Cuesmes, poste auquel il avait été nommé en 1937. Bien lui en prend, car il peut compenser la perte de son premier mandat de sénateur (1949-1950) et, fin 1952, de son échevinat, par l'extension en octobre 1950 de son directorat à une école du jour de cours commerciaux de plein exercice. Cette dernière forme bientôt, avec l'école du soir, l'Institut communal d'Enseignement technique (ICET), établissement qui connaîtra dans les décennies à venir une extension considérable, pour beaucoup imputable au dynamisme et au sens de l'organisation de René Noël. Il y officiera comme directeur entre 1950 et 1964.

Disposant, grâce à sa nouvelle occupation professionnelle, d'une importante assise populaire, le candidat Noël réintègre le Sénat en 1954. Il y siègera jusqu'en 1974. Là comme ailleurs, il forcera le respect de ses adversaires par la qualité de son éloquence, sa compétence technique et son intelligence politique. On l'y entendra souvent parler de la situation économique et sociale du Borinage – il est particulièrement sensible au déclin des charbonnages –, mais aussi de l'enseignement et de l'état des finances communales.

Sur le plan local, Noël subit un échec cuisant aux communales de 1958, échec en grande partie imputable au conflit l'opposant à une fraction de la fédération boraine qui n'apprécie ni son caractère autoritaire, ni sa tentative d'imposer une ligne plus proche



- René Noël (à droite sur la photo) et d'autres responsables communistes (notamment Edgar Lalmand et Jean Terfve) au premier rang d'une manifestation communiste dans le Borinage, fin des années quarante ou début des années cinquante. (Photo CEGES)

des socialistes et plus critique vis-à-vis du régime soviétique. Loin de se décourager, il adhère en novembre 1958 au Comité de Défense du Borinage et appuie de toutes ses forces la grève de février 1959. Mais c'est surtout le mouvement lancé fin décembre 1960 contre la loi unique qui lui permet de revenir à l'avant-plan de l'actualité régionale. Sa présence comme membre de la CGSP-Enseignement à la tête d'un groupe important de grévistes impliqué dans diverses manifestations à Mons et dans le Borinage, est en effet remarquée par divers observateurs.

Malgré cette popularité acquise sur le terrain, Noël ne parvient pas à forcer les portes du Bureau du PCB. Son goût pour l'exercice du pouvoir le pousse alors à tenter une nouvelle fois sa chance sur le terrain communal. Il le fait à Cuesmes où il jouit comme directeur de l'ICET d'une excellente réputation. Manceuvrant habilement, il parvient à attirer sur sa liste de l'Union démocratique wallonne, outre des communistes, des socialistes en froid avec le pouvoir local, et des militants du Mouvement populaire wallon, issus pour l'essentiel du monde syndical. Le succès est patent puisqu'en juin 1965, Noël et ses amis raflent la majorité absolue.

La carrière politique de René Noël ne s'achève pas avec le maïorat de Cuesmes. La création du premier Grand Mons lui donne en effet l'occasion de se présenter aux élections communales de la nouvelle entité en juin 1971. Mais, et c'est là sans doute la plus grande originalité d'un parcours politique peu banal, il ne le fait pas au nom du PCB, mais comme tête de liste de l'Union démocratique et progressiste (UDP), une

structure réunissant communistes, chrétiens de gauche et indépendants, qu'il vient de créer au printemps 1971.

À la surprise quasi générale, René Noël et ses troupes obtiennent un score à peine inférieur à celui du PSB, ce qui force ce dernier à associer l'UDP au pouvoir dans la nouvelle entité, dont Noël devient le Premier échevin. Encouragé par cette réussite, l'homme tente sans véritable succès d'étendre le mouvement au Borinage et même à la Wallonie. À l'issue des élections communales d'octobre 1976, Noël et son organisation sont même rejetés dans l'opposition à Mons. Les résultats des législatives d'avril 1977 confirment le déclin inéluctable de l'UDP, qui se saborde à l'échelon régional. L'ancien bourgmestre de Cuesmes jette définitivement l'éponge en septembre 1982, après avoir quitté en octobre 1980 un PC jugé trop sectaire et incapable de s'adapter à l'évolution du monde contemporain.

Jusqu'au bout cependant, il continuera à se battre pour une société plus démocratique. Terrassé par une crise cardiaque le 15 mai 1987, cet homme de gauche intelligent, honnête, volontaire et pragmatique, mais aussi exigeant, colérique et souvent autoritaire, s'éteint à Mons six jours plus tard.

III. L'UDP ou un autre communisme introuvable⁷

Une lente maturation

Si la grande grève de l'hiver 1960-1961 constitue une étape fondamentale dans l'histoire de la prise de conscience de l'identité wallonne, elle est aussi, à une échelle plus modeste, le point de départ du processus qui aboutira dix années plus tard à la création de l'UDP.

Depuis la seconde moitié des années 50, René Noël est attentif à jeter des ponts en direction du monde socialiste. Il le fait, conformément au relatif souci d'ouverture manifesté dès cette époque par le PCB et aussi parce qu'une union de la gauche est, à ses

⁷ Cette analyse se fonde sur les réflexions synthétiques de URBAIN COUSSEMENT, *L'UDP*, texte présenté à la tribune de discussion du 23^e congrès du PCB, Bruxelles, doc. inédit, 1979; PIERRE GILLIS, "Utile, dérangeante, problématique", in *Cahiers marxistes*, n° 144, 6.1986, p. 22-32; ROSINE LEWIN, "Vie et mort de l'UDP", in MARIE-THÉRÈSE COENEN & SERGE GOVAERT (dir.), *Le Rassemblement des Progressistes, 1944-1976*, Bruxelles, 1999, p. 165-186; et NICOLAS NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique...*, spécialement p. 114-127, mais aussi sur de nombreuses sources d'époque, qu'elles soient publiées (surtout le dossier consacré à l'UDP dans *Mai*, n° 23, 5.1972; *L'évolution du Parti communiste de Belgique, Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°s 562-563, 19.5.1972, spécialement p. 21-30; les réflexions de compagnons de route dans *Enfin*, n° 9, 6.1987; et la collection complète d'*Ensemble*, 10.1965-4.1977) ou inédites (pour l'essentiel, nombreuses notes et riche correspondance de René Noël conservées chez son fils Guy ou au Centre des Archives communistes en Belgique). Pour le contexte politique de l'époque, nous avons surtout puisé dans MARIE-THÉRÈSE COENEN & SERGE GOVAERT (dir.), *op.cit.*; EMMANUEL GERARD & PAUL WYNANTS (dir.), *Histoire du Mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, 1994, 2 vol.; HUGUES LE PAIGE ET PASCAL DELWIT (dir.), *Les socialistes et le pouvoir. Gouverner pour réformer ?*, Bruxelles, 1998 et NICOLAS NAIF, *op.cit.*

yeux, indispensable pour faire passer les réformes de structure anticapitalistes prônées aussi par la FGTB et la gauche du PSB⁸, seul moyen pour lui de sauver le Borinage de la ruine. Mais ses initiatives ne sont guère couronnées de succès et devant la dégradation constante de la situation économique et sociale dans la région, il décide, en pleine grève contre la loi unique, de vaincre ses a priori contre le monde catholique et d'aller à la rencontre de militants du Mouvement ouvrier chrétien ayant publiquement manifesté leur volonté de poursuivre la lutte malgré les mots d'ordre contraires de la CSC et du cardinal Van Roey.

D'abord informels, les contacts avec ce groupe de chrétiens membres pour la plupart des Équipes populaires, structure apostolique et éducative liée au MOC, et/ou de la CSC, se transforment peu à peu en réunions régulières rassemblant, sous la direction de Noël, communistes et chrétiens. Appelée de manière significative La Gauche boraine, la structure nouvellement créée ne parvient cependant pas à attirer des personnalités socialistes.

Pour la plupart investis dans le combat syndical, mais aussi dans la lutte en faveur d'une Wallonie autonome via le Mouvement populaire wallon, les chrétiens de la Gauche boraine sont encouragés par Noël à militer dès sa création en janvier 1965 dans le Parti wallon des Travailleurs, dissidence de gauche du PSB dont les objectifs sont notamment le fédéralisme et les réformes de structure anticapitalistes. Le PCB a d'ailleurs conclu un accord avec le PWT pour que les deux partis se présentent en cartel en Wallonie lors des élections législatives de mai 1965. Malgré des résultats assez encourageants et au grand désappointement de Noël, l'union sera de courte durée : par peur de perdre son identité face à une structure proche dans les idées mais n'ayant pas la même culture d'appareil, le PCB préfère tout miser sur un rapprochement avec les socialistes et la FGTB. Manquant de bases solides et de soutien, le PWT disparaît rapidement.

Entre-temps, à savoir à la mi-1965, René Noël conquiert le maïorat de la commune industrielle de Cuesmes en suivant une politique similaire d'alliance sans le PSB, politique une nouvelle fois provoquée par le refus des socialistes – cette fois, il se heurte à la résistance de la section locale de ce parti – de présenter une liste commune à la gauche. Avec ses amis chrétiens rompus à une pratique sociale soucieuse de participation réelle des collectivités à la prise de décision, Noël y développe un communisme de proximité. Celui-ci est caractérisé par des contacts fréquents avec la population via l'organisation de réunions de quartier et la création d'assemblées le plus souvent consultatives pour diverses catégories de personnes (jeunes, immigrés, parents d'école). Cette volonté de dialoguer, mais également de convaincre, se traduit aussi par le lancement en octobre

8 À savoir la planification des investissements privés, la subordination des secteurs clés à l'intérêt général et le droit d'initiative du secteur public en matière économique et industrielle, avec, en corollaire, le contrôle ouvrier.

1965 d'un mensuel, *Ensemble*, qui perdurera jusqu'en avril 1977. Ceci dit, si Noël et son équipe se distinguent des autres majorités communales du Borinage par leur sens de la communication et de l'échange, la politique suivie ne diffère guère de celle de la plupart des édilités socialistes. Homme pragmatique et expérimenté, Noël ne cherche pas à révolutionner les structures sociales, mais à tirer au maximum profit des avantages du système keynésien à la belge pour améliorer le sort de ses concitoyens, ce qu'en gestionnaire intelligent et intègre, il réussit très bien.

Les résultats obtenus facilitent le travail d'approche qu'il continue de mener auprès d'éventuels partenaires de gauche. Suivant fidèlement la ligne du Parti, il noue des contacts étroits avec des socialistes via le monde syndical, et en particulier la CGSP, à laquelle il reste attaché. Surtout, il parvient, grâce à sa modération politique et à sa compétence, à établir des liens privilégiés avec de nombreux mandataires régionaux socialistes. Ainsi, une enquête réalisée en 1968 atteste que sept des douze leaders socialistes borains voient en lui l'homme avec lequel ils ont le plus d'affinités en dehors de leur parti, score qu'aucun homme politique libéral ou catholique n'atteint⁹. C'est probablement le cas du dirigeant de la fédération boraine du Parti socialiste belge, le député permanent Richard Stiévenart, qui en tant que président de la puissante Association intercommunale pour le Développement économique et l'Aménagement des régions du Centre et du Borinage (IDEA), rencontre Noël aux réunions de l'intercommunale.

Après les élections législatives et provinciales de mars 1968 marquées, dans le Borinage, par une progression importante des libéraux, Stiévenart se montre plutôt favorable au rassemblement des forces de gauche prôné depuis plusieurs années par Noël. Ainsi, un accord est conclu à la Province pour que les communistes y soutiennent les socialistes. Par ailleurs, à l'initiative du front commun syndical FGTB-CSC institué dans le Borinage en octobre 1967, un congrès des forces vives de la région est convoqué le 26 avril 1969. Selon *Ensemble*, on y "enregistra un rapprochement significatif entre les positions des travailleurs socialistes, chrétiens et communistes"¹⁰. L'atmosphère est plus que jamais à l'union de la gauche, d'autant que les socialistes craignent que le PSC se rallie à la proposition faite en mars par le social-chrétien Paul Vanden Boeynants de créer un pôle conservateur avec les libéraux. Il n'est dès lors pas étonnant que le 1^{er} mai 1969, le président du PSB et bourgmestre de Mons Léo Collard, lance un appel en faveur du rassemblement des progressistes.

Même si Collard cherche avant tout les faveurs des démocrates-chrétiens, Noël voit dans sa suggestion l'occasion unique de réaliser le large front nécessaire pour éviter les compromissions avec la droite et donc pouvoir mener une véritable politique de gauche,

9 JEAN-JACQUES MERCIER, *Le leadership socio-politique. Essai d'élaboration d'un modèle d'explication. Application au cas de l'arrondissement de Mons*, Mons, 1974, en particulier p. 310, 482 et 585-588.

10 *Ensemble*, n° 38, 5.1969, p. 1.

la seule à ses yeux à même de redresser le Borinage. Dès lors, il multiplie les contacts avec les socialistes et les démocrates-chrétiens. Du côté socialiste, ce sont surtout des techniciens d'intercommunales rassemblés autour de Richard Stiévenart qui répondent. Le Mouvement ouvrier chrétien, sollicité à son tour, ne veut pas s'engager comme tel. Mais depuis Vatican II, un certain nombre de chrétiens de gauche ont appris à s'émanciper du pilier catholique et à s'aventurer hors du consensus traditionnel avec la droite. En outre, la relation de confiance qui s'est établie entre René Noël et divers membres du MOC borain au début des années 60 aide bon nombre de ces derniers à le suivre dans l'aventure. En février 1970, ils créent le Groupe politique des Travailleurs chrétiens (GPTC) et, un mois plus tard, participent au lancement du mensuel *S'unir. Point de rencontre régional des progressistes*.

La feuille a pour but de promouvoir la constitution d'un front progressiste en vue des élections communales prévues en octobre 1970. Elle est dirigée conjointement par René Noël, Richard Stiévenart et le leader du GPTC naissant, Josse Gilquin. Délégué syndical CSC aux chemins de fer vicinaux où il est employé, et vice-président national des Équipes populaires, Gilquin a appris à connaître et à apprécier Noël depuis leur rencontre à l'automne 1963 dans le cadre de la campagne de pétitionnement pour le droit au référendum populaire sur le fédéralisme, condition *sine qua non* pour les deux hommes du sauvetage de la Wallonie et du Borinage. Gilquin a la caution de 26 militants chrétiens engagés et responsables, Stiévenart l'accord du comité de la Fédération socialiste boraine qui le lui a donné à l'unanimité et Noël l'appui de la fédération boraine du PCB. Mais à peine trois numéros sont-ils parus que les socialistes, désavoués par les cadres locaux du Parti qui se méfient du communiste Noël et craignent sans doute de perdre leurs strapontins dans les communes à la suite de la promotion par les rédacteurs de *S'unir* des grandes entités locales, se retirent du projet et provoquent la disparition du mensuel. Qu'à cela ne tienne, Noël décide tout de même de se présenter à la tête d'une formation progressiste pour les élections communales du premier Grand Mons qui ont finalement lieu en juin 1971.

Une réussite fulgurante

En toute discrétion, Noël constitue dans les premiers mois de 1971 une liste pour le scrutin de juin comprenant 12 communistes, 12 chrétiens progressistes et 7 'sans parti'. La nouvelle formation, l'Union démocratique et progressiste, n'est d'ailleurs présentée dans son mensuel qu'à la veille des élections¹¹. La charte du mouvement publiée à l'occasion met l'accent sur la nécessité d'une plus grande autonomie communale et régionale, condition indispensable à l'exercice d'un véritable contrôle démocratique par les citoyens et à la mise en œuvre d'une politique d'initiative industrielle par les

¹¹ *Ensemble*, n° 57, [fin mai 1971], p. 4-6.

pouvoirs publics. Le texte souligne en outre l'importance d'une politique répondant aux besoins et non vouée au profit en matière de santé, de culture et d'enseignement, à réaliser notamment avec et pour les jeunes. Enfin, il insiste sur le soutien actif à apporter aux organisations syndicales. En somme, il s'agit d'un programme socialiste réalisable uniquement pour Noël et ses alliés dans le cadre d'un Borinage et d'une Wallonie disposant de larges pouvoirs.

L'effet de surprise joue à plein. René Noël et ses troupes remportent plus de 21 % des suffrages et 7 sièges sur 31 dans le nouveau conseil communal du chef-lieu du Hainaut. À lui seul, Noël récolte près de 3.200 voix, soit plus du double que les socialistes Léo Collard et Abel Dubois réunis. Mais les élections sont invalidées suite à une plainte des libéraux, et l'on doit revoter en novembre 1971. Le succès de l'UDP se transforme alors presque en triomphe. Avec 27,5 % des voix, il dispose désormais de 9 sièges; il ne lui manque que 500 suffrages pour dépasser le PSB ! En outre, le chef de file du nouveau parti pulvérise son score personnel, recueillant désormais 4.472 voix de préférence. Indubitablement, le bourgmestre de Cuesmes a pleinement profité de sa réputation d'excellent gestionnaire et d'homme attentif aux besoins de sa population alors que les socialistes, associés au pouvoir tant au niveau national que local, apparaissent pour



• Manifestation contre la fermeture des mines (René Noël est un des orateurs), Mons, Grand-Place, 17.1.1959.
(Photo CARCOB)

beaucoup comme incapables de mener une politique vraiment progressiste, tandis que de nombreux chrétiens de gauche ne se reconnaissent plus dans le PSC. Le succès de Noël témoigne aussi du désarroi d'une population cherchant un homme et un programme providentiels aptes à la faire sortir d'une crise rampante dont elle ne voit pas vraiment d'issue ¹².

Encouragé par le succès rencontré aux communales mais aussi aux élections législatives de novembre 1971 où il récolte personnellement 7.354 suffrages sur la liste communiste, Noël peut, le 6 mai 1972, jeter les bases de son mouvement dans le Borinage grâce à l'appui du PCB qui entrevoit dans l'UDP une manière de briser son isolement et de peser enfin sur le PSB pour le forcer à dialoguer avec lui. A l'occasion de ce congrès de structuration, les grands axes de la philosophie politique de l'organisation sont redéfinis. De manière générale, les résolutions adoptées sont plus radicales que l'année précédente. Ainsi, l'UDP qui unit désormais "les membres du parti communiste de Belgique, les membres du groupe politique des travailleurs chrétiens, une troisième force composée de militants non affiliés à une des deux organisations précédentes, ainsi que des collectifs qui prennent en mains leur milieu de vie ou de travail (...) [est] un mouvement politique [destiné à] agir avec un maximum d'efficacité dans tous les secteurs de l'activité humaine en vue de réaliser la société socialiste, la société autogérée. (...). Notre action, en effet, tend à abolir les rapports de production existants et tous rapports 'dominants-dominés' caractéristiques de notre société de privilèges". Et pour conclure, "Avec les amis d'autres fédérations, nous construisons une Wallonie socialiste qui progressivement débouchera sur un vaste mouvement européen et mondial de libération (...)" ¹³.

Manifestement, le mouvement s'éloigne de plus en plus du modèle communiste appuyant une action sociale presque exclusivement syndicale, pour développer un projet basé avant tout sur la politisation de toute forme de vie sociale en vue de la constitution d'un contre-pouvoir 'authentiquement' socialiste ¹⁴. Cette orientation est, pour une

12 De là sans doute aussi le succès (éphémère) dix ans plus tôt d'Albert L'Allemand et de son Parti socialiste indépendant, ainsi probablement que de la liste PLP en 1968 (cette dernière comptait d'ailleurs des transfuges du PSD).

13 "La résolution", in *Ensemble*, n° 68, 6.1972, p. 3.

14 Il n'est pas impossible que la redécouverte, vers la même époque, de la pensée d'Antonio Gramsci ait pu influencer sur cette évolution, mais rien dans les documents consultés ne vient étayer cette hypothèse. Disons simplement que l'UDP participe du même bouillonnement intellectuel qui donnera naissance à partir de 1974 à l'eurocommunisme, dont Noël sera incontestablement un chaud partisan. Ainsi, il réagira à plusieurs reprises contre ce qu'il estimera être la frilosité des instances du PCB en comparaison des efforts déployés surtout en Italie, en France et en Espagne pour ancrer les PC dans leur tissu national. Pour un aperçu succinct de la politique suivie par les PC d'Europe occidentale dans les années 70, cf. notamment JOSÉ GOTOVITCH, PASCAL DELWIT & JEAN-MICHEL DE WAELE, *L'Europe des communistes*, (coll. Questions au XXe siècle), Bruxelles, 1992, p. 233-267; pour les débats sur l'eurocommunisme au sein du PCB, cf. NICOLAS NAIF, *op.cit.*, en particulier à partir de la p. 129 et SUSAN DE CONINCK, *Jef Turf: een politiek identiteit voor een communist*, Gand, mém. lic. en histoire UG, 2002.

grande part, inspirée par les leaders du GPTC qui, comme de nombreux chrétiens de gauche de l'époque, subissent l'influence de l'utopie pré et post-soixante-huitarde¹⁵. Pour mener à bien cette politique, l'UDP encourage la création de collectifs à l'usine, dans les cités, dans les groupes culturels. Mais la tâche est ardue, comme le souligne l'impossibilité en mai 1972 de nommer six mandataires de ces collectifs dans le comité exécutif de l'UDP à côté des 18 autres représentant le PCB, le GPTC et les isolés. À partir de novembre 1972, ces derniers se rassemblent en Groupe d'Action socialiste (GAS), puis progressiste (GAP) sous l'autorité de l'ingénieur civil et professeur à la Faculté polytechnique de Mons, Marcel Save, par ailleurs échevin de l'Environnement et de l'Urbanisme dans la nouvelle entité montoise. Ce leader issu de la mouvance culturelle chrétienne, mais novice sur le plan social et politique, rassemblera surtout autour de lui des syndicalistes sans parti (plus FGTB que CSC) et des indépendants. Ceci dit, malgré le dévouement et la compétence de Save, le GAP ne connaîtra jamais un grand développement.

Le projet udépiste ne se limite pas au Borinage, mais a l'ambition de s'étendre à toute la Wallonie. En mai 1972, à l'issue de multiples rencontres et conférences, des régionales UDP se sont créées à Namur, Charleroi, Mouscron. À Liège, est bien né dès novembre 1971 le Mouvement d'Action socialiste, mais les communistes rechignent et les chrétiens se tâtent. En novembre 1972, l'organisation s'est en outre implantée dans le Centre et le Brabant wallon, mais Liège n'est toujours pas couvert.

Si *Ensemble* s'irrite de l'absence de création de l'UDP à Liège, c'est que l'enjeu est capital : sans implantation dans la capitale ouvrière de la Wallonie, l'UDP est condamnée à rester une structure sous-régionale et, à long terme, à disparaître. Le gros problème est que la fédération communiste de Liège, particulièrement ouvriériste et attachée au modèle soviétique, refuse de s'intégrer à la nouvelle formule. Pendant de longs mois, Noël fait pression sur le Bureau du Parti pour que celui-ci force les Liégeois à se plier à une politique approuvée par le comité central des 8 et 9 avril 1972. Lors du 21^e congrès du PCB organisé à la mi-décembre 1973, le différend semble aplani, mais alors que la fédération liégeoise marque son accord pour un contact organisé avec le GPTC de la région, ce dernier, sans doute lassé par la mauvaise volonté de son interlocuteur communiste, publie une déclaration dans laquelle il refuse tout dialogue avec le PCB liégeois.

Entre-temps, le 24 mai 1973, l'UDP wallonne a pris son départ. L'annonce en est faite au cours d'une conférence de presse tenue par Noël, entouré d'une quarantaine de

15 Cf. notamment PATRICK PASTURE, "Chapitre VI. L'État-providence (1960-1973)", in EMMANUEL GERARD & PAUL WYNANTS (dir.), *op.cit.*, t.I, p. 302-354 et surtout PAUL WYNANTS, "De l'Action catholique spécialisée à l'utopie politique. Le changement de cap de la JOC francophone (1969-1974)", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 11, 2003, p. 101-117.

partisans. Le discours est nettement moins révolutionnaire et plus conforme à la ligne traditionnelle du Parti communiste que celui tenu un an plus tôt : on ne parle plus de collectifs, d'autogestion et de contre-pouvoir, mais de la nécessité d'un front politique et syndical de gauche, auquel se doivent, à moyen terme, d'être associés les socialistes. Rien d'étonnant à cela puisque le texte est en grande partie rédigé par Augustin Duchateau, un des cadres du PCB, preuve du contrôle exercé par les communistes sur l'organisation en contrepartie de leur soutien. Celui-ci paraît bien nécessaire à un mouvement qui a peine à percer en dehors du Borinage et même de son bastion montois. Les élections législatives anticipées de mars 1974 en apporteront une preuve flagrante.

Des lendemains qui déchantent

Le malaise est perceptible dès la veille du scrutin. Ainsi, malgré ses efforts pour se structurer à l'échelle wallonne, l'UDP ne parvient à présenter des listes que dans le Hainaut, en Brabant wallon et, en cartel, dans le Namurois, ce qui, évidemment, le déforce. Par ailleurs, la composante chrétienne n'est pas toujours mise en avant; c'est particulièrement le cas dans l'arrondissement de Charleroi où les communistes trustent les meilleures positions. À Mons, Noël abandonne sa place de premier candidat pour le Sénat à un dirigeant du GPTC, mais alors qu'il la destine à Louis Boulvin, secrétaire régional du MOC, celui-ci se désiste, attestant d'une certaine prise de distance de la grande organisation chrétienne de gauche vis-à-vis de l'UDP. La position sera finalement occupée par le leader des Équipes populaires Josse Gilquin, par ailleurs échevin de la Culture, des Beaux-Arts et des Sports à Mons.

Mais l'alliance avec les chrétiens de gauche ne donne pas les résultats escomptés. Dans la plupart des cas, l'UDP obtient un score légèrement inférieur à celui réalisé par le seul PCB en 1971. Même dans l'arrondissement de Mons, la stagnation est manifeste (13 % au lieu de 13,6 %). Le leader de l'UDP pointe quatre raisons pour expliquer ce revers : “[1] Le PSB a axé sa campagne sur la ‘radicalisation’ à gauche (...). [2] Le PSC a suivi une tendance analogue en jouant sur la démocratie chrétienne (...). [3] L'expérience vécue par l'UDP n'a pas été comprise par beaucoup d'électeurs(...) Le PSC, en particulier, n'a pas manqué de recourir à (...) l'équation UDP-communistes-staliniens (...). [4] Le temps nous a manqué, de 1971 à 1974, pour développer autant qu'il l'aurait fallu le travail à la base, en l'absence d'un appareil qui constitue un des atouts majeurs des autres partis”¹⁶.

En coulisses, il ajoute un autre motif : le manque de soutien du PCB. Il l'écrit dans une lettre adressée le 14 mars 1974 au comité central du Parti. Selon lui, ce dernier est partiellement responsable de l'insuccès de l'UDP, car il n'a pas réussi à faire respecter les

¹⁶ *Ensemble*, n° 85, 4.1974, p. 3.

décisions du congrès de décembre 1973 à la fédération de Liège, a poussé les hommes de gauche à voter socialiste en rendant crédible le virage à gauche du PSB par la recherche de contacts avec ce parti, et n'a rien fait pour valoriser le rôle des chrétiens. L'explication de cette attitude relativement ambivalente réside pour lui dans le fait que "nous avons des idées fort différentes – sinon fort divergentes – sur ce qu'il convient de faire en vue d'aboutir au rassemblement des forces de gauche et sur la signification de l'UDP. Pour moi, celle-ci doit permettre un rassemblement très large à la gauche du PSB. Ce rassemblement, en s'appuyant sur certaines couches syndicales autant de la CSC que de la FGTB, doit se développer de telle façon qu'il oblige le PSB, le MOC et le front commun syndical à s'orienter définitivement vers la gauche. Pour moi encore, l'UDP est une alliance partielle mais durable qui aura toujours un rôle à jouer même quand le vrai Rassemblement progressiste, que nous souhaitons tous, sera constitué. Pour la direction du Parti, l'UDP n'est qu'un épisode, c'est d'emblée l'idée du vaste rassemblement qui est défendue avec cette circonstance aggravante que – pratiquement – elle ne l'est qu'en fonction des positions du PSB et de la FGTB"¹⁷.

Devant cette attitude, Noël estime qu'il n'a d'autre choix que de remettre sa démission au Parti. Par cette menace et par les critiques formulées, le leader de l'UDP espère sans doute aussi empêcher le PCB de tirer la conclusion de l'inutilité de continuer à soutenir l'expérience, ce qui signifierait à très court terme la fin de l'aventure. Car Noël n'est pas dupe. Il sait que la cause principale de la défaite est à rechercher dans la faiblesse même du mouvement. Il l'écrit sans ambages dans une note adressée vers juin 1974 aux cadres borains de l'organisation. Après avoir estimé qu'au niveau des collectifs, le mouvement n'est pas plus loin qu'en 1971, il ajoute que le PC continue à stagner, que le GPTC est miné par la démocratie chrétienne et que le GAP n'arrive pas à se donner une vie propre. En outre, pour lui, l'UDP n'est dynamique qu'à Mons et dans le Haut-Pays. Le seul inventaire chiffré en notre possession – il concerne le Grand Mons vers 1974 – confirme la faiblesse relative du mouvement : 336 membres sont recensés dont la moitié environ relèvent du PC, un tiers du GAP et moins d'un sixième du GPTC. La structure est surtout présente à Cuesmes, et dans une mesure un peu moindre à Mons, preuve de l'extrême difficulté qu'elle éprouve à s'étendre hors de son noyau originel.

Le couperet tant redouté par Noël tombe lors d'une réunion du comité central les 13 et 14 septembre 1974 : au niveau interrégional, l'UDP ne peut plus être une structure disposant d'un réel pouvoir politique, mais uniquement un lieu de rencontre des délégués mandatés des composantes. Pour le PCB, c'est clair, l'UDP n'a pas réussi son pari de sortir les communistes de leur isolement; elle constitue désormais au contraire une entrave aux tentatives d'approche d'un monde socialiste qui semble apparemment mieux disposé vis-à-vis des communistes. Sa seule utilité est donc de servir d'instrument

¹⁷ Lettre de René Noël au comité central du PCB, 14.3.1974 (CARCOB, Archives Claude Renard).



• René Noël, un orateur-né, probablement années soixante.
(Photo CEGES)

de dialogue avec le MOC, via le GPTC. Pour Noël, c'est un véritable coup de poignard, car il ne croit pas à une survie du mouvement sans le ferme appui des instances nationales du PCB. D'ailleurs, pour lui, les textes émis à l'époque tant par le GPTC-Borinage que par des éléments de la troisième composante à Mouscron et à Liège sont "trop axés sur les constructions formelles et futuristes d'une société socialiste et autogérée, sans tenir compte du contexte politique, ni des circonstances, ni des problèmes actuels (inflation, emploi)"¹⁸.

Le leader de l'UDP ne voit qu'une solution pour sortir de la crise : faire pression sur le PCB pour qu'il revienne sur sa décision. Mais il a beau boycotter le bureau de concertation avec le GPTC mis sur pied à l'initiative de la direction du PCB et convaincre en avril 1975 les éléments du comité fédéral du Borinage membres du comité central et du comité régional wallon de remettre leur démission à ces instances, rien n'y fait. L'isolement volontaire, et ce pendant de nombreux mois, des Borains met les instances nationales dans l'embarras, mais ne les convainc pas de céder. Pour le 22^e congrès du Parti prévu à Gand en avril 1976, elles parviennent à faire envoyer de la région trois

18 Note de René Noël, [après le 26.11.1974] (Domicile de Guy Noël, *Archives René Noël*).

militants fraîchement débarqués de Bruxelles, qui entérinent la mort politique, à l'échelon interrégional, de l'UDP.

Noël n'a cependant pas perdu tout espoir. Il espère faire rebondir son mouvement à l'occasion des élections communales d'octobre 1976 et, ainsi, retrouver les faveurs du Parti. La campagne est officiellement lancée le 18 juin par une assemblée réunissant à Mons de 250 à 300 affiliés. Dans son discours, l'ancien bourgmestre de Cuesmes estime que l'UDP a "pour devoir – en participant au pouvoir communal – d'affirmer sa solidarité avec une région livrée au sous-emploi. Elle a aussi ceux de combattre le pouvoir central qui est toujours conservateur, de promouvoir une véritable démocratie par le relèvement du niveau culturel des populations, de pousser les intercommunales aux initiatives industrielles"¹⁹. En somme, et si l'on excepte l'accent sur la lutte contre la crise qui touche la région depuis 1974, le discours est fort proche de celui tenu en 1971. En septembre, l'organe de l'UDP se plaît à souligner que des listes UDP sont non seulement déposées à Mons, mais aussi dans la plupart des communes du Borinage, dans six autres localités du Hainaut, à Nivelles, à Marchin, à Modave et à Ekeren, près d'Anvers.

Mais l'enjeu principal, Noël le sait bien, se situe à Mons, là où l'UDP a pris naissance. Malgré de multiples tensions au sein de la majorité communale – la cohabitation avec le PSC, en particulier, n'a pas toujours été facile – et les énormes difficultés financières provoquées par une fusion mal préparée, le bilan des trois échevins udépistes est, selon lui, largement positif. Il peut en tout cas mettre en avant sa réussite, en tant qu'échevin des Finances, à juguler le déficit de la Ville : en effet, son opiniâtreté à la tête du groupe des villes à vocation régionale a permis d'obtenir que l'État éponge les dettes de la cité. Le travail réalisé par Marcel Save constitue également un atout important. En mettant sur pied une régie foncière, ce dernier a mis fin à l'anarchie qui régnait en matière d'urbanisation et de logement. En outre, c'est à lui que Mons doit la rénovation réussie de la Grand-Place.

Mais tout cela ne suffit pas. De 27,5 %, l'UDP chute, dans un Mons une nouvelle fois élargi, à 14 %. Il ne dispose désormais plus que de 6 conseillers sur 45, ce qui permet au PSB et au PSC de se débarrasser de cet encombrant allié. Publiquement, Noël attribue ce "gros échec" à l'intégration dans le Grand Mons de communes à forte majorité socialiste et social-chrétienne, à l'éparpillement de nombreuses voix sur des petites listes, aux techniques quasi publicitaires des autres partis et à la campagne jugée calomnieuse menée par un toutes-boîtes mécontent d'une taxe levée à l'instigation de Noël²⁰. Devant les cadres de son mouvement, il tient un tout autre discours : "Nous

¹⁹ *Ensemble*, n° 94, 7.1976, p. 1.

²⁰ *Ensemble*, n° 99, 11.1976, p. 1.

avons dégringolé – [1] dès que l'élargissement du périmètre municipal n'a plus permis de faire reposer cette pratique [lancée dans la commune de Cuesmes] sur les épaules d'un seul homme – [2] quand l'obligation de partager le pouvoir nous a privés d'avoir un contact régulier avec la population – [3] quand nous avons été incapables – par manque d'esprit militant – de créer les instruments de remplacement pour assurer ces contacts”²¹. Pour Maddy Téchy, l'épouse de Josse Gilquin, la raison de l'échec de 1976 est encore plus simple : “[en 1971,] les gens en avaient un peu marre, ils avaient envie que les choses changent. Or, malgré le succès, les gens n'ont pas compris que Noël ne devienne pas maieur. Après, les gens ont été déçus. Contrairement à Cuesmes, Noël devait accepter les compromis”²².

Malgré ce résultat désastreux, Noël n'est pas encore prêt à renoncer. Se basant sur les scores relativement positifs obtenus à Quaregnon, à Boussu-Hornu, à Dour et au Roelux, et pour resserrer les rangs des militants tentés par le découragement, il décide de relancer l'UDP-Borinage en organisant un congrès à Quaregnon le 18 décembre 1976. Une centaine de délégués – seulement – s'y retrouvent. En gros, les objectifs du mouvement n'ont pas changé (démocratie directe, comités de base, initiative industrielle publique sous contrôle ouvrier en attendant des entreprises autogérées par les travailleurs, large rassemblement des progressistes). Par ailleurs, l'UDP est toujours soutenue par le GPTC. Ceci dit, Gilquin ne désire pas solliciter la reconduction de son mandat au Sénat, car il est échaudé par le manque de soutien de la part du MOC²³. Il est remplacé par un jeune militant de 26 ans.

Le leader de l'UDP a beau faire campagne sur l'importance de voter en faveur de son parti pour préparer une véritable union de la gauche, à l'image de celle existant alors en France, seule solution, à ses yeux, pour sortir la Wallonie du marasme, les résultats du mouvement, qui ne se présente plus que dans les arrondissements de Mons, Soignies et Tournai, sont calamiteux. Alors que partout en Wallonie, le PCB progresse ou se maintient, il décline dans les trois arrondissements concernés. Dans le Borinage, la chute est particulièrement brutale, puisque l'UDP passe de 13 à 9,7 %. On peut même parler de dégringolade dans le Grand Mons, puisque le mouvement, qui y recueillait 17,7 % des voix en 1974, n'en récolte plus que 10,8 %. Enfin, le mouvement perd toute représentation politique tant à la Chambre et au Sénat qu'à l'assemblée provinciale.

Le PC borain décide de rompre l'alliance avec le GPTC, jugé d'ailleurs non représentatif des travailleurs chrétiens, pour continuer seul le combat politique. Cette fois, Noël ne peut que s'incliner. L'UDP disparaît comme mouvement régional, entraînant dans sa chute la feuille *Ensemble*. Seul le groupe au conseil communal, toujours dirigé par Noël,

21 Texte de René Noël en vue de la réunion de l'UDP du 6.2.1981 (Domicile de Guy Noël, *Archives René Noël*).

22 Interview de Maddy Téchy par l'auteur, 5.5.2003.

23 *Ibidem*.

maintient une activité suivie; mais il n'est plus la fraction parlementaire d'une formation politique, il est cette formation.

L'ancien bourgmestre de Cuesmes n'abandonne pourtant pas tout espoir de réactiver son mouvement. Mais ses tentatives pour le faire revenir à l'avant-scène tant via le mensuel *Agir* en 1979 (avec les animateurs de l'hebdomadaire *Pour*) que par le biais d'une relance de l'UDP-Mons en vue des élections communales à la fin de 1980 et au début de 1981 se soldent par des échecs. En septembre 1982, il annonce son retrait de la vie politique non sans avoir aidé à la refonte de son mouvement en une Union démocratique et progressiste wallonne unissant des communistes, des maoïstes, des syndicalistes FGTB-CSC et des militants du Rassemblement populaire wallon. Mais sans son chef historique, l'UDPW n'obtient plus que 6,6 % des voix et deux sièges. Il disparaîtra six ans plus tard, après n'avoir récolté que 2 % des suffrages au scrutin de 1988. L'Union des Progressistes tant désirée par René Noël avait, depuis longtemps, fait long feu.

IV. Bilan : un mouvement précurseur ou d'arrière-garde ?

Incontestablement, l'UDP est une initiative originale puisqu'elle réussit à rassembler pendant quelques années des communistes et des chrétiens de gauche, sans compter un certain nombre de socialistes. L'association a d'ailleurs conduit à des pratiques et à un programme politique novateurs, fruits de la synthèse des deux principaux courants de pensée à la base du projet. Mais l'expérience concrète s'est révélée très brève et extrêmement limitée sur le plan géographique. En réalité, elle a démarré à Cuesmes de 1965 à 1971 pour se développer sous sa forme la plus accomplie dans le premier Grand Mons en 1972 et 1973, et s'achever à peine trois ans plus tard dans la même entité. La composante chrétienne n'était pas assez solide pour résister aux sollicitations du PSB, du Rassemblement wallon et surtout de l'aile gauche du PSC, la Démocratie chrétienne, qui en raison notamment de la prégnance des piliers et de l'approfondissement du clivage communautaire, renvoyait alors les enjeux socio-économiques au second plan et se refusait à envisager un chemin autonome pour la gauche chrétienne²⁴. Le travail de sappe de la Démocratie chrétienne produisit très rapidement ses effets, empêchant la plupart du temps la constitution de structures du type de l'UDP en dehors du Borinage et plombant les résultats de l'Union dans la région dès les législatives de mars 1974.

En outre, le pilier socialiste n'a jamais vraiment donné prise au phénomène UDP. Noël savait par expérience que le PSB, habitué à régner sans partage sur la gauche, s'opposerait

24 Sur cette difficulté de la gauche chrétienne wallonne à s'engager de manière autonome dans une voie progressiste, cf. PAUL VERJANS, "Les démocrates-chrétiens wallons pris en tenailles", in MARIE-THERÈSE COENEN & SERGE GOVAERT (dir.), *op.cit.*, p. 127-139 et PAUL WYNANTS, "Le 'centre' : histoire et sens d'un positionnement politique pour le PSC", in PASCAL DELWIT (dir.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, 2002, p. 47-61.

au développement d'un mouvement non intégré en son sein, mais il espérait pouvoir attirer dans la nouvelle formule proposée des militants socialistes de la base – notamment des syndicalistes – déçus par l'orientation relativement centriste du parti. L'union de cette composante socialiste avec les forces communistes et chrétiennes de gauche, mais aussi avec des collectifs constitués sur une base plus sociale que politique devait, selon le bourgmestre de Cuesmes, permettre à l'organisation de devenir un partenaire crédible pour le PSB et le conduire à former avec elle en Wallonie, une coalition vraiment progressiste apte à mener au sud du pays une véritable politique de gauche.

Outre le fait que le projet de collectifs était largement utopique et que les chrétiens de gauche n'étaient pas assez nombreux pour résister aux pressions du pilier catholique, c'était évidemment aussi sans compter sur la solidité des structures socialistes et sur leur capacité à réagir à un phénomène somme toute local. À Cuesmes au milieu des années 60 comme à Mons en 1971, des socialistes votèrent et même s'engagèrent pour l'UDP, mais la plupart retournèrent vite à leur parti d'origine, ce qui ôta pratiquement tout pouvoir d'attraction en faveur de l'UDP dans les milieux socialistes. Ce reflux rapide s'explique par le peu d'adhésions socialistes de poids à l'UDP, et ce même dans les milieux syndicalistes, par la volonté affichée par le PSB tant au niveau régional que national d'opérer un virage à gauche, mais aussi probablement par l'incapacité de l'UDP à développer avec succès une pratique vraiment différente de celle du grand parti de gauche.

Par ailleurs, et même si Noël se montra régulièrement favorable à une Wallonie plus autonome, son mouvement évita de faire de la question communautaire un de ses chevaux de bataille. Pour le leader montois et ses alliés, le fédéralisme était un moyen d'hâter l'avènement d'un monde socialiste et non une fin en soi. Aussi le mouvement ne reçut-il qu'un accueil modéré dans les milieux wallons et sans doute même subit-il à ses dépens la montée des tensions régionalistes.

Finalement, et malgré les dénégations de son fondateur, l'UDP resta pendant la majeure partie de son existence une structure essentiellement portée par les communistes. L'étiquette et l'espoir udépistes permirent cependant à son initiateur de conserver une grande autonomie vis-à-vis du Parti et de promouvoir un projet politique qui, en dehors des accents inspirés par la gauche chrétienne, était en définitive assez proche de celui du monde syndical socialiste wallon. Rien d'étonnant à cela, puisque Noël était un pur produit de ce milieu égaré dans une culture communiste qui, au fond, lui était relativement étrangère, comme en témoigne sa profonde méfiance vis-à-vis de l'Union soviétique. On comprend dès lors qu'il n'appréciait guère les responsables 'conservateurs' de la fédération de Liège qui le lui rendaient bien.

Le plus étrange est que cet homme, attiré comme beaucoup d'autres par l'idéal communiste au cours de l'occupation nazie, ne soit pas revenu par la suite dans la grande famille socialiste. C'est sans doute, comme il l'explique en avril 1977, qu'il détestait trop



• Augustin Duchateau (1912-1996), un cadre du PCB favorable au projet UDP au début des années septante.
(Photo CARCOB)

dans cette formation la tendance à substituer la volonté de l'appareil du parti à celle de la base, l'arrivisme personnel de ses professionnels de la politique et la propension à la compromission avec la droite capitaliste pour partager le pouvoir. On ne peut aussi s'empêcher d'émettre l'hypothèse que cet homme autoritaire préférerait rester un prince dans un petit royaume qu'un seigneur local dans un grand empire. Cette culture 'socialisante' fut d'ailleurs son plus formidable atout et en fit, pendant quelques années, un adversaire redoutable pour le grand frère de gauche.

Ayant appris, au bout de longues années de présence à ses côtés, à comprendre et à se faire apprécier de l'électorat traditionnel communiste, à savoir les mineurs, Noël perçut dans la crise profonde qui toucha le Borinage autour des années 60, l'occasion de déborder de son cadre habituel pour toucher d'autres ouvriers, mais aussi des employés et fonctionnaires votant traditionnellement socialiste ou social-chrétien. Il put d'autant plus facilement le faire qu'il militait à la CGSP et que sa fonction et son expérience à la tête d'une grande école technique de la région lui assuraient une certaine notoriété. Il parvint à convaincre une majorité d'électeurs à Cuesmes, où il était profondément enraciné, réussit, grâce à sa personnalité tranchée, à son sens du contact et à sa puissance de travail, à gérer harmonieusement sa commune, et, enfin, fort des résultats acquis et grâce à son habileté politique, arriva à forcer les portes du Grand Mons. Mais comme on le sait, il échoua dans son projet d'imprimer la marque de son mouvement à Mons et dans celui de développer l'UDP à l'échelle de la Wallonie.

C'est que non seulement trois des quatre composantes de l'Union étaient extrêmement fragiles, mais qu'en outre Noël était pratiquement à lui seul le ciment d'un ensemble plutôt hétéroclite. Ce dernier unissait en effet des éléments d'un monde ouvrier sur le déclin, pour une grande part accrochés à leurs rêves de révolution prolétarienne, à une fraction des employés et des fonctionnaires ne se reconnaissant pas dans la société de consommation en pleine extension dans les années 60. On comprend dès lors que privé de son homme orchestre au demeurant mal à l'aise au-delà de son terroir régional, l'UDP ait été difficilement exportable en dehors du Borinage. Mais même là, la cohabitation s'avéra difficile lorsque survinrent les premiers échecs.

Fondée sur une union en grande partie artificielle, cruellement dépourvue d'un appareil solide nécessaire à la consolidation de tout mouvement et trop dépendante d'un seul homme, l'UDP était déjà bien malade lorsque s'abattit la grande crise des années 70. Celle-ci, en faisant disparaître l'ancienne classe ouvrière et se réfugier la population salariée des vieux bassins industriels sous la protection du puissant PSB, accéléra simplement le processus de désintégration de l'organisation.

Vu sous un certain angle – celui de l'acharnement à promouvoir des réformes de structure anticapitalistes et à rêver d'entreprises gérées par les ouvriers – l'UDP et son leader furent le reflet d'un groupe social en voie d'extinction, incapable ou refusant de percevoir les profondes mutations économiques, sociales et culturelles à l'œuvre à

l'époque. Mais on ne peut nier la hardiesse et l'esprit novateur d'un projet faisant fi des véritables murailles idéologiques séparant alors les salariés de Wallonie, attentif aux dimensions non matérielles de la vie en société et promoteur d'une participation plus active des citoyens à la construction de leur Cité. En somme, le mouvement peut être situé à la croisée de deux chemins : il est à la fois symbolique du crépuscule des partis communistes et annonciateur de l'éclosion prochaine des formations écologistes.

* FABRICE MAERTEN (°1962) est docteur en histoire de l'UCL et chef de travaux au CEGES. Il est l'auteur de différentes contributions sur l'histoire de la résistance et du monde catholique sous l'occupation. Il a récemment participé à l'ouvrage de synthèse *België tijdens de Tweede Wereldoorlog* (Anvers, Standard Uitgeverij, 2004), dont il a rédigé les parties consacrées à l'Église catholique et à la résistance.

Abréviations utilisées

CARCOB	Centre des Archives communistes en Belgique
CGSP	Centrale générale des Services publics
CSC	Confédération des Syndicats chrétiens
FGTB	Fédération générale du Travail de Belgique
GAP	Groupe d'Action progressiste
GPTC	Groupe politique des Travailleurs chrétiens
ICET	Institut communal d'Enseignement technique
MOC	Mouvement ouvrier chrétien
PC(B)	Parti communiste (de Belgique)
PL	Parti libéral
PLP	Parti de la Liberté et du Progrès
POB	Parti ouvrier belge
PRL	Parti réformateur libéral
PRLW	Parti pour les Réformes et les Libertés en Wallonie
PS(B)	Parti socialiste (belge)
PSI	Parti socialiste indépendant
PSC	Parti social chrétien
PWT	Parti wallon des Travailleurs
RW	Rassemblement wallon
UDP	Union démocratique et progressiste
UDPW	Union démocratique et progressiste wallonne